

Particularité du régime communiste chinois

ORIGINE ET NATURE DU RÉGIME DE MAO

Marie Wright-Laflamme

Si beaucoup d'auteurs se sont penchés sur la nature totalitaire des régimes communistes du bloc de l'Est et des deux grands géants, l'Allemagne d'Hitler et l'URSS de Staline, peu d'études ont tenté de mettre en parallèle la notion de totalitarisme et la figure historique du communisme chinois. Sans se vouloir exhaustif pour autant, ce texte présente quelques pistes de réflexion sur la nature totalitaire de la Chine de Mao à partir des réflexions d'Hannah Arendt sur le concept de totalitarisme.

* * *

Hannah Arendt, dans l'élaboration de sa pensée sur le totalitarisme, écarte d'emblée la Chine communiste de son analyse. Pourquoi ? D'abord parce qu'au moment de l'écriture de son ouvrage en 1951 le régime communiste se trouve engagé dans de grandes réformes mais n'a pas encore mis en branle ses grandes répressions contre les intellectuels. Le délire totalitaire de la Révolution culturelle est encore loin dans le futur et peu prévisible. Mais surtout, Arendt a choisi de s'attarder plus spécifiquement au cas du nazisme. Son travail est donc centré sur l'Europe et c'est dans cette sphère géopolitique qu'elle cherche à trouver les origines des mouvements totalitaires. C'est à partir de ces figures historiques qu'elle construit son concept de totalitarisme.

Ce texte se propose de rappeler brièvement ce qu'est pour Arendt ce concept de totalitarisme. Je tenterai de voir également comment cette

notion a été discutée depuis et comment elle est présentée par des sociologues (Jacques Mascotto et Michel Freitag) et un historien (Eric J. Hobsbawm).

Par la suite, je tenterai de voir comment la définition du mouvement totalitaire donnée par ces auteurs peut s'appliquer au régime communiste de la Chine du XX^e siècle, tant dans sa structure que dans son origine. Un peu d'histoire sera nécessaire afin de bien cerner les conditions historiques qui ont permis au Parti communiste chinois (PCC) de prendre le pouvoir en 1949 et de voir quel était l'état du pays à ce moment. À partir de là, nous pourrions nous poser la question de la nature du régime, à savoir si, oui ou non, il est possible de parler de totalitarisme dans le cas de la Chine de Mao Zedong qui fut le dirigeant du Parti jusqu'à sa mort en 1976.

1. Le totalitarisme

À l'heure où l'on fête les 60 ans de la libération du camp de concentration et d'extermination nazi d'Auschwitz, il faut être prudent dans la définition que l'on donne au totalitarisme. Pour Arendt, le nazisme représente la forme pure de ce que fut le totalitarisme, la forme classique à la lumière de laquelle elle va analyser le cas du stalinisme et rapidement glisser sur les expériences totalitaires plus secondaires.

Freitag (2003) admet que les deux configurations historiques de l'Allemagne nazie et de la Russie stalinienne furent bien totalitaires. Cependant, il constate deux tendances principales dans l'interprétation actuelle des événements : certains tentent de montrer que les expériences totalitaires du XX^e siècle ne furent que celles-là et qu'elles furent des aberrations heureusement non reproductibles. Pour d'autres, à l'inverse, tout ce qui s'écarte un peu trop du modèle démocratique tombe dans les griffes de ce mot aux consonances machiavéliques, le totalitarisme.

Entre les deux extrêmes pointés par Freitag où l'on voit d'un côté le nazisme présenté comme le seul totalitarisme de l'histoire et, de l'autre, du totalitarisme dans tout ce qui est le moins contrôlant, il y a un monde. En sciences sociales, une définition relativement fermée du totalitarisme est beaucoup plus répandue qu'une définition permettant de voir partout jaillir des totalitarismes meurtriers. Ce qui est certain, c'est

qu'Arendt ouvre le bal et que c'est à partir de sa définition, généralement, que toute réflexion sur le totalitarisme s'amorce.

1.1. Arendt et le concept de totalitarisme

Les trois grands critères que l'analyse par Arendt des systèmes totalitaires allemand et russe permet de dégager sont les suivants : premièrement un système totalitaire laisse voir une certaine fusion entre la volonté du chef et celle du mouvement. C'est le principe du Führer. Un totalitarisme a nécessairement, selon Arendt, dissout la transcendance. La vérité laisse place à l'efficacité. Il n'y a plus de références collectives en dehors de ce qu'offre le parti totalitaire. Les individus sont seuls devant le grand chef qui représente le principe du parti. Bien plus que cela, le mouvement nazi a réussi à faire croire aux individus que cette efficacité directe traduite immédiatement en actions était en mesure de changer le monde, de faire naître l'ordre nouveau. Autrement dit, de l'action de chaque individu croyant agir dans la ligne de pensée du Führer, pourrait émerger une société organisée où non seulement tout fonctionnerait, mais que cela serait possible grâce aux milliers d'interventions de ces individus autonomes.

Pour Arendt, c'est à travers ce principe du Führer que l'on peut bien prendre conscience de la structure d'un « mouvement » totalitaire. Hitler, par exemple, fut la volonté de ce mouvement que chacun peut traduire en actions. Et il était tellement cette volonté qu'il substitua sa propre responsabilité à celle des individus agissant. Leurs actions étaient ainsi faites directement au nom du Führer. Le chef enlève la responsabilité individuelle de leurs actions aux individus.

Deuxièmement, le système totalitaire est un système qui atomise les masses. Les individus se retrouvent seuls face au système. Il n'y a plus d'intermédiaires, il n'y a que des individus face à une réalité systémique qu'ils ne comprennent plus en entier.

Troisième chose, un système, pour devenir totalitaire, dans l'esprit d'Arendt, doit en arriver à être fermé. À ce stade, il s'autoreproduit et se maintient en avalant ses contradictions. Le totalitarisme est un système qui refuse de se fixer. Il reste flou, prêt à « avaler » toutes les contradictions qu'il produit. Le mouvement totalitaire a besoin du plus d'espace qu'il le peut pour continuer toujours à se mouvoir. Moins il y a

de lois fermant certaines portes, plus il a d'espace pour continuer à avancer.

1.2. Hobsbawm : totalitarisme et autoritarisme

Bien que le régime communiste stalinien ait été qualifié par Hobsbawm de « dérive absurde et meurtrière », il n'en était pas pour autant totalitaire dans la mesure où, selon lui, pour qu'il y ait régime totalitaire, il faut que les masses soient pétries de l'idéologie du système, que leur conscience même y soit assimilée. Ainsi, dans sa vision des choses, seul Hitler réussit à imposer un régime totalitaire à son pays. Dans les cas où cette caractéristique est absente, Hobsbawm préfère utiliser le qualificatif « autoritaire ». C'est une manière de dire que le système nazi est à part dans l'histoire, qu'il a atteint une forme inégalée d'autoritarisme.

Hobsbawm présente la montée des régimes autoritaires comme une manière de tenir en laisse les désordres sociaux. C'est dans la perspective d'une Europe troublée, engagée dans une logique de guerre (logique qui ne s'est pas arrêtée au lendemain de la victoire alliée de 1918) et aggravée par la Crise. Autrement dit, les régimes autoritaires étaient probablement les seuls qui proposaient les politiques-chocs que nécessitaient ces pays déstructurés. Qu'ils aient dérivé, et que ces dérives aient avalé les grognements et insatisfactions pour les incorporer à leur logique propre, à leur idéologie, c'est autre chose. Cela dit, il reste l'idée que le déséquilibre géopolitique et l'instabilité intérieure peuvent expliquer l'arrivée au pouvoir de factions politiques dures.

Mais politique dure n'aboutit pas nécessairement au totalitarisme. Cela demande une pénétration particulièrement forte de l'idéologie, jusqu'à ce que cette idéologie occupe toute la place dans la réflexion des masses.

1.3. Freitag et Mascotto, dans la suite de la pensée arendtienne

La thèse de Mascotto (thèse qu'il applique essentiellement au régime soviétique) annonce un peu les mêmes limites au concept de totalitarisme que ce qu'en dit Hobsbawm. En effet, Mascotto se refuse à faire entrer le régime stalinien dans la catégorie totalitaire car bien que Staline s'en soit approché, son régime n'a pas atteint la dimension d'une « organisation

« systématique, vouée à l'accumulation, à l'expansion permanente, de la destruction » (Mascotto dans Dagenais, 2003 : 223). Il préfère utiliser le terme de logique totalitaire de la terreur. C'est que le système n'a pas pu bien symboliser et ainsi adoucir les contradictions qui l'animaient. Il n'a pas su devenir complètement totalitaire, jusqu'à englober ses propres contradictions.

Selon Freitag, le totalitarisme n'est pas nécessairement amené par le monopole du pouvoir. En effet, si, pour l'Allemagne, cela s'avère vrai, le cas soviétique vient éliminer ce critère comme caractère primordial du totalitarisme. Le Parti communiste était déjà en place lors de l'arrivée de Staline au pouvoir et la dimension totalitaire du régime déclina considérablement après sa mort. Ce qui revient à dire que le totalitarisme soviétique peut être imputable à un homme et non pas à la prise de pouvoir d'un parti dont la violence endémique et totalitaire ne serait que le prolongement logique de son action (Freitag, dans Dagenais, 2003 : 254).

Pour Freitag, le totalitarisme n'aurait jamais quitté le monde occidental, ne se serait pas éteint avec la Seconde Guerre mondiale ni non plus avec la mort de Staline ; bien plus, il serait structurellement intrinsèque au monde contemporain. Ce qui fait que, d'une part, il ne sert à rien de voir filiation directe entre les diverses formes historiques du totalitarisme et que, d'autre part, l'analyse détaillée de ce système totalitaire peut nous mettre sur la piste de la crise profonde qui traverse les sociétés occidentales contemporaines. Ainsi, les formes historiques du totalitarisme peuvent être vues comme

« des révélateurs " exceptionnels " d'une crise profonde et d'un tournant décisif de la modernité et comme des réponses caractérisées en même temps par leur enracinement archaïque et par une impitoyable volonté d'en réaliser le " dépassement " à travers la maîtrise de tous les moyens " techniques " (matériels, organisationnels, idéologiques et psychologiques) de mobilisation de la violence » (Freitag dans Dagenais, 2003: 249).

C'est que pour lui, le totalitarisme est un produit de la synthèse des idéologies de crise. Pour traverser cette crise idéologique s'élabore une « mystique » totalitaire.

Si l'on résume, on voit que la définition du totalitarisme est assez restrictive. L'on ne pourrait l'appliquer à n'importe quel régime durement autoritaire. Il faut que cette logique autoritaire ait été poussée assez loin, que les individus ne puissent être capables de se trouver en dehors de la réalité du système. Le système totalitaire englobe tout, pénètre les consciences individuelles pour laisser chaque individu seul face à lui. L'emprise du chef y est pour beaucoup. Le système totalitaire est un système fermé qui englobe toutes les contradictions qu'il peut produire. Les individus sont isolés, les groupes sociaux, communautaires sont brisés. C'est directement sur l'individu qu'un système totalitaire agit.

Voyons maintenant si l'on peut appliquer cette définition du totalitarisme à la Chine communiste. Mais avant cela, un petit saut dans l'histoire de cette Chine rouge s'impose.

2. Émergence historique de la Chine communiste

Mon but n'est pas de dresser un portrait de l'histoire chinoise, ce qui serait autant fastidieux qu'inutile pour mon propos. Ce que je veux mettre en évidence en présentant les grandes lignes de la situation politique du début du siècle, c'est la fragilité de l'Empire mandchou et son effondrement sous la double poussée des sociétés secrètes anti-impérialistes et des réformateurs visant, devant la menace japonaise, à moderniser le pays. Ce faisant, j'essaie de planter le décor afin de comprendre dans quel contexte les communistes ont pu, finalement, prendre le pouvoir.

2.1. La Chine rencontre l'Occident

La Chine s'est trouvée, au début du siècle dernier, dans une situation chaotique : la fin de l'Empire mandchou, d'abord, a déstabilisé le pays. Et la lutte contre l'impérialisme tant européen que japonais a cristallisé les luttes de pouvoir autour du thème de l'indépendance nationale. En

même temps, cette rencontre avec l'Occident¹ et peut-être l'exemple soviétique ont fait prendre conscience à une partie des dirigeants et de l'intelligentsia chinoise de la nécessité de se moderniser. Je dirais, pour être plus précise, que ce désir de modernisation s'est trouvé exalté surtout dans les grandes villes qui subissaient le contrôle des impérialistes, pour la plupart des Anglais, qui ont amené avec eux un modèle de réussite économique capitaliste. L'arrivée des Européens au XIX^e siècle fut, pour la Chine, le premier vrai contact avec un monde nouveau, monde duquel elle n'était pas le centre. Désormais, qu'elle le veuille ou non, la Chine fait partie d'un système plus grand qu'elle.

La chute de l'Empire mandchou, en 1911, a entraîné dans son sillage l'effondrement d'une tradition fortement ancrée : l'éducation confucéenne des cadres. Certes, cette disgrâce de la culture lettrée mandarinale a été provoquée par le désir de modernité, l'éducation confucéenne étant vue comme rétrograde, argument qui sera repris avec force par les communistes, mais elle a également enrichi à son tour ce désir de changement. C'est la naissance, en Chine, d'une classe d'intellectuels à l'occidentale², qui vont être plus tard, pour la plupart, de fervents partisans d'une modernisation de leur pays. En effet, beaucoup de jeunes Chinois, au début du siècle, sont partis en Europe, principalement en France et en Angleterre, afin d'y acquérir une éducation «moderne»³.

2.2. Nationalisme et anti-impérialisme : La situation de l'Empire Chinois au début du siècle

On pourrait dire que le communisme chinois s'est nourri de plusieurs mythes : d'abord, bâti sur des idéaux anti-impériaux et nationalistes, le

¹ Cette rencontre, quand même, ne représente pas les premiers contacts entre les deux civilisations : les grandes explorations à visée colonialiste hollandaise et portugaise, avaient déjà établi des contacts en Extrême-Orient, ainsi que les missionnaires chrétiens, surtout jésuites, arrivés dès le XVI^e siècle et qui convertirent un certain nombre de Chinois avant d'être expulsés par les communistes bien plus tard. Mais ces contacts étaient fragmentaires, n'ouvraient pas, des deux côtés, sur des contacts suivis, sur des échanges. Il fallut, pour cela, attendre la fin du XVIII^e siècle.

² En opposition au lettré confucianiste qui ne se sert pas tant de son savoir – principalement les livres du canon confucianiste ainsi que les arts – pour travailler que pour afficher son appartenance au rang de ceux qui sont assez méritants pour gouverner.

³ Après la prise de pouvoir des communistes, c'est ensuite vers l'URSS que se tournent les jeunes Chinois afin de parfaire leur éducation.

mouvement prônait une réunification des territoires chinois, mis à mal par la fin de l'Empire mandchou qui, bien que contesté (les Mandchous étaient considérés comme des étrangers usurpateurs), avaient quand même réussi à unifier toute la Chine. Par la suite, à mesure qu'émergeait la volonté de moderniser la Chine, les esprits, influencés par la Révolution Russe, se sont chauffés à ce mythe d'une modernisation réussie et, surtout, d'une modernisation effectuée par un courant communiste à la base anti-capitaliste (entendre ici anti-occidental), ce qui ne pouvait que réjouir des Chinois qui entretenaient une haine viscérale envers les étrangers anglais. D'un autre côté, le Japon, puissance dérangeante et ennemie, a quand même réussi à se moderniser rapidement. Stratégiquement, pour répondre à cette puissance et la contenir, la modernisation, en Chine, devenait une nécessité. D'autant plus qu'elle était, disaient les nouveaux intellectuels chinois, inéluctable pour assurer à leur pays une bonne place sur le nouvel échiquier mondial.

Eric J. Hobsbawm nous dit que les pays où l'on a vu un mouvement communiste prendre le pouvoir sont toujours des pays « arriérés »⁴ tant technologiquement que culturellement. Comme mouvement politique, il semblerait donc que le communisme ait inversé la logique marxienne : de classes condamnées par l'histoire, c'est-à-dire par la logique même contenue dans l'évolution capitaliste, on est passé à l'idée que ces classes pourraient être éliminées par la force, sans attendre la maturation du système capitaliste. Ainsi le communisme historique pourrait être vu comme une tentative de raccourcir le temps de l'histoire, comme une manière de brûler les étapes pour atteindre directement le stade communiste (voire socialiste) sans avoir à attendre qu'un capitalisme sauvage fasse naître une conscience de classe parmi les ouvriers exploités.

Cependant, toujours selon Hobsbawm, la Chine, bien qu'« arriérée » (la majorité du peuple chinois étant paysan et fonctionnant selon une logique toute féodale), ne se sentait nullement inférieure. Au contraire, repliée sur elle-même depuis des siècles, et bien qu'elle fût consciente de son retard qui fragilisait son pouvoir, elle vivait l'invasion des impérialistes occidentaux comme une véritable attaque contre sa grandeur civilisationnelle.

4 Arriérés par rapport à l'Occident, s'entend, qui donne, historiquement, la mesure de ce qu'est le Progrès.

« En engageant la ‘voie chinoise’ vers le socialisme, Mao veut réaliser le rêve des révolutionnaires du début du siècle : rattraper le retard de la Chine. En 1958, un programme de grands travaux est entrepris dans le cadre du Grand Bond en avant. Mais alors que ses prédécesseurs souhaitaient accélérer le progrès économique par une large ouverture de la Chine, Mao considère qu’elle ne doit ‘compter que sur ses propres forces’, à commencer par celle de ses bras, seule vraie richesse d’une nation comparée à une " page blanche " sur laquelle il se fait fort d’écrire ‘ les plus beaux caractères’. » (Chevrier, 1993 :115)

La pauvreté extrême des masses paysannes chinoises (90 % de la population de ce vaste pays) ne saurait en aucun cas être « guérie » par des mesures occidentales. Comme toujours dans son histoire, la Chine avait besoin de siniser les rares emprunts faits à l’extérieur de son emprise culturelle.

Mais ne brûlons pas les étapes. La situation était en réalité plus complexe que cela. Depuis 1644, l’Empire mandchou maintenait sa domination sur la Chine. Pendant plus de deux siècles, le pays, encore plus fortement que sous les Ming (1368-1644), se ferma hermétiquement sur lui-même. Résultat : il manqua complètement la révolution technique et industrielle qui changea la face du continent européen. L’administration de l’Empire, presque inchangée depuis plus de deux mille ans, était à la charge des lettrés mandarinaux, ce qui maintenait une structure bureaucratique lourde et que bien des intellectuels, dans une visée modernisante, considéraient comme sclérosée.

Mis à part Canton, seule ville où le commerce étranger était permis, la Chine restait fermée au commerce occidental. La situation changea dans le milieu du XIX^e siècle, sous la pression des commerçants européens qui forcèrent leurs gouvernements à intervenir afin d’ouvrir ce vaste pays au commerce. Devant cette pression, le vice-roi d’Angleterre réagit en incendiant une importante cargaison d’opium à Canton. L’Angleterre fit le blocus de la ville, déclenchant ainsi la guerre de l’Opium (1841-1842) qui se conclut au grand désavantage de la Chine : elle se trouva dans l’obligation d’ouvrir cinq de ses ports aux Anglais et

de leur céder Hong Kong⁵. L'Empire Mandchou, déjà fragilisé par des révoltes intérieures et de forts désirs de réforme, fut encore plus mal considéré ; il avait laissé entrer les impérialistes en Chine. Dès lors, il eut à contenir un grand nombre de révoltes entretenues par des groupes anti-impérialistes dont le plus célèbre fut certainement celui que l'histoire a retenu sous le nom de « boxers »⁶.

Devant toute cette agitation, et après que les Boxers se furent révoltés avec l'appui de l'impératrice Cixi, celle-ci baissa la garde et mit sur pied une politique de réforme. Son premier geste fut d'abolir les examens mandarinaux (basés sur la pensée confucéenne). Elle ouvrit également des écoles et tenta de transformer le système impérial en monarchie constitutionnelle. La mort coup sur coup de l'impératrice et de son successeur mit fin à ce désir de transformation politique. Mais en fait de transformation, la Chine fut plutôt gâtée par la suite : la lutte pour le pouvoir fut menée d'un côté par le Guomindang, parti nationaliste fondé en 1900 par Sun Yat-sen, et de l'autre côté par le chef de l'armée impériale, Yuan Che k'ai, qui, finalement, devint en 1912 le président de la nouvelle république de Chine.

2.3. *L'émergence du communisme chinois*

L'avènement du communisme comme régime politique dans l'histoire, nous l'avons vu, ne fut pas, loin s'en faut, créé selon les conditions auxquelles Marx aurait été en droit de s'attendre. En fait, rien dans la structure politique et économique de la Russie et de la Chine ne laissait supposer que ces deux pays puissent devenir communistes.

L'URSS est devenue communiste alors même que son prolétariat n'était pas organisé. Le pays n'était pas fortement industrialisé, ce qui implique qu'il n'y avait pas de prolétariat massif, avec ou sans

⁵ Le chinois a depuis longtemps été rendu accessible aux occidentaux par l'intermédiaire de différents systèmes phonétiques. Il en existe plusieurs qui se concurrencent. Cet article ayant été écrit à partir de sources françaises (qui utilisent le système de transcription Wades Giles), américaines et canadiennes (qui utilisent souvent le Pinyin), il m'a été très difficile d'harmoniser les noms chinois. De plus, la plupart étant des noms propres, j'ai privilégié l'emploi de la forme sous laquelle ils étaient les mieux connus. Par contre, il se peut que quelques impairs se soient produits, que je demande aux sinophiles de bien vouloir excuser.

⁶ Et pour cause, cette société secrète était composée de gens pratiquant des arts martiaux et notamment la boxe chinoise. Le nom qu'ils se donnaient : *K'iuan fei*, les poings.

conscience de classe. Au contraire, la majeure partie des Russes étaient paysans. Il n'y avait pas de classe bourgeoise consciente d'elle-même et produisant une culture morale bourgeoise. La révolution bolchevique, donc, n'a eu que très peu à voir avec ce que Marx aurait décrit comme une révolution prolétarienne. Le marxisme s'est installé en Russie surtout comme gage de paix dans un pays désorienté par la révolution. C'est la sympathie naturelle du peuple russe envers le socialisme, puisque l'idée de changement de système coïncidait avec un espoir de paix, qui permit au parti bolchevik d'obtenir l'appui politique nécessaire à sa prise de pouvoir.

Tout comme en Russie, rien dans les conditions économiques et politiques de la Chine ne pouvait laisser supposer une prise de pouvoir communiste. La très grande majorité des Chinois vivaient à la campagne, tenus par un système féodal. Quelques propriétaires terriens louaient leurs terres en échange d'aide et de protection. Les rares surplus agricoles allaient dans les mains de ces seigneurs qui se chargeaient d'en faire le commerce. Les Chinois, par tradition, n'ont jamais été très occupés des affaires politiques. Le pouvoir impérial dictait ses volontés, le propriétaire terrien offrait l'assistance et la sécurité en échange d'une rente. Le peuple ne décidait pas réellement. Ça n'était pas le rôle des petites gens, dans les campagnes du moins. On laissait aux lettrés le soin de corriger les aberrations du pouvoir ; dans le système confucéen, l'une des manières d'être fidèle à son pays pour les lettrés est de critiquer le pouvoir. Les dérives bureaucratiques et la corruption sont couramment dénoncées mais la légitimité de la fonction de l'empereur, elle, n'est jamais remise en question.

Autre chose qui fit de l'avènement du communisme une surprise : il n'y avait pas d'industrialisation massive dans ce pays. La majorité des industries se trouvaient dans les villes portuaires et, bien souvent, n'appartenaient même pas à des Chinois. Les paysans, quant à eux, ne formaient aucunement une classe sociale. S'ils se sentaient opprimés par leurs seigneurs qui les alourdissaient d'impôts et de taxations de toutes sortes, ils n'étaient pas organisés et leurs révoltes étaient sporadiques et jamais rattachées à une « grande cause ».

Ainsi, le communisme en Chine apparaît comme une surprise dans l'histoire du monde, tant que l'on ne comprend pas à quel point ce pays,

fermé tant géographiquement que culturellement à l'Occident, a trouvé dans le communisme une voie vers la modernité qui n'empruntait en rien aux modèles occidentaux. Lorsque Mao a pris le pouvoir, il est apparu, après plus de trois décennies de guerres civiles, comme le porteur du pouvoir légitime, apportant, en plus d'une vision nationaliste (anti-impérialiste) et unificatrice (enfin, le grand empire se reforme), un désir d'aplanir les inégalités sociales et de contrer la pauvreté massive des paysans.

L'utopie que Mao porte avec lui n'est pas réellement celle du marxisme. Ou en tout cas, les masses chinoises ne le perçoivent pas de cette manière. Pour elles, seul l'empereur, en sa qualité de fils du Ciel, sait ce qui est bon pour le pays. S'il commande des sacrifices, des changements, c'est qu'il a raison de le faire. Cela explique en grande partie à quel point le communisme a facilement pu mettre en œuvre ses idées (la collectivisation de la terre s'est effectuée en quelques mois seulement). Le peuple ne remettait pas en question son autorité, pas plus qu'il ne remettait en question les thèses de Marx à la base de la pensée de Mao. Du reste, il est fort peu probable que la majorité des Chinois aient eu accès aux œuvres de Marx, tout comme Mao qui n'a que très tardivement pris connaissance de ses écrits. L'interprétation que Mao faisait des écrits de Marx se basait principalement sur les idées de Lénine et de Staline. En fait, pour Mao, la légitimité de la révolution communiste ne se posait pas. L'exemple de l'URSS lui suffisait pour comprendre que la modernisation pouvait venir d'un régime communiste.

En Chine, la revendication communiste était porteuse d'espoir dans un pays dévasté par l'effondrement d'un Empire et des guerres civiles qui s'ensuivirent. Ce pays ressentait fortement le besoin de se moderniser, sans pour autant emprunter à l'Occident honni ses structures capitalistes. Dans cette optique, le communisme apparaît comme une manière possible de rattraper, voire même de dépasser, le développement capitaliste des sociétés occidentales. Cette idée même de surpasser une civilisation que l'on se refuse à voir comme meilleure que la sienne peut, en soi, donner des éléments de réponse. Mais le Parti communiste chinois n'était pas le seul à porter ces espoirs. Le Guomindang, parti nationaliste chinois, s'y entendait fort bien lui aussi. N'eût été de sa difficulté à prendre en considération la question paysanne, il aurait tout aussi bien pu conserver le pouvoir et ainsi éviter à la Chine l'aventure communiste.

2.4. La victoire des communistes : un accident de l'histoire ?

Le Parti communiste chinois (PCC) est fondé officiellement en 1921 à Pékin. La doctrine communiste russe a éveillé, chez un bon nombre de nouveaux intellectuels, un désir de changer la face de leur pays, lent, selon eux, à bouger, à s'adapter au nouveau monde. Le marxisme n'ayant encore jamais mené à aucune catastrophe, il avait bonne presse chez les jeunes désireux de changer le monde. Il offrait aussi à la Chine la possibilité de retrouver sa gloire, de redevenir l'Empire du Milieu d'un monde où les règles avaient changé.

Pour la première fois de leur histoire, les Chinois réfléchissaient à leur identité nationale. Leur pays avait toujours été un pays fort, centre culturel de l'Extrême-Orient. Pour retrouver une place digne de leur civilisation, beaucoup insistaient sur la nécessité de se moderniser. Pour certains, cela voulait dire une ouverture aux idées et techniques occidentales. Pour d'autres, il fallait refuser toute innovation extérieure ou encore faire entrer au compte-gouttes ces innovations, les adapter, les siniser. Le Parti communiste adoptait des habits occidentaux, certes, mais des habits contestataires. Un autre parti cependant, plus fermé à l'Occident, s'affirma et prit le pouvoir : le Guomindang (Parti nationaliste).

Moscou, surpris, préféra appuyer le Guomindang plutôt que le Parti communiste tant il considérait les membres de ce dernier comme une « poignée d'intellectuels imbus d'un ouvriérisme sans issue, leur "maladie infantile" » (Chevrier, 1993 : 58). De fait, c'est le Guomindang qui conserve le pouvoir jusqu'en 1949, après avoir maté les Seigneurs de la guerre qui avaient investi le milieu politique laissé vacant par la chute de l'Empire mandchou.

Mais en 1927, Moscou force les deux partis à s'unir. Du reste, tant le Parti communiste que le Guomindang, bien que leurs buts divergent, s'appuient sur les ouvriers et sur les prétentions nationalistes des Chinois et tous deux ont les mêmes ennemis : les étrangers impérialistes et les envahisseurs japonais. Mais pour le dirigeant du Parti nationaliste, cette alliance n'augure en rien un avenir communiste en Chine : « Persuadé que le marxisme était inapplicable en Chine, Sun Yat-sen était prêt

cependant, pour réaliser l'unité nationale, à accepter l'aide militaire soviétique et à collaborer avec le Parti communiste chinois. » (Mourre, 1996 : 1118)

Les communistes s'allient donc pour la première fois avec le parti nationaliste même s'ils ne s'entendent pas ; l'internationalisme et la lutte des classes est loin d'être le combat du parti nationaliste. De même, les communistes, s'ils veulent bien que la Chine reste aux Chinois, veulent également que le passage à la modernité se fasse en une révolution prolétarienne. Ils ne veulent pas mêler, à l'instar de Lénine, la révolution sociale avec la libération nationale du joug des étrangers impérialistes.

À cette époque, les communistes sont encore peu nombreux et pas réellement organisés. Malgré tout, ils sont assez dynamiques et propagent une certaine agitation révolutionnaire, ce qui inquiète le Guomintang. Raison pour laquelle, en 1927, l'organisation communiste fut écrasée par le parti de Chang Kai-shek.

En 1937, le Japon attaque la Chine. Le Guomintang réagit assez mollement à cette attaque. C'est, entre autres, qu'il est occupé à mater les communistes. Mao a compris que les ouvriers des villes, pas assez nombreux et difficiles à « organiser », ne pouvaient être la base du soutien populaire de son mouvement communiste. Il se tourne alors vers les paysans. Dans certains de ces milieux paysans, les communistes procèdent à des réformes agraires qui leur assurent une certaine popularité. Leur premier geste est d'éliminer (au sens figuré et parfois même au sens propre) la classe des propriétaires terriens et ainsi de redonner la terre aux paysans. Il est bien évident que cette redistribution est faite afin de s'assurer du soutien populaire, mais aussi afin de devenir indispensable à ces paysans qui, une fois détachés de leur maître, se retrouveraient sans protecteur officiel s'ils n'acceptaient pas le Parti communiste. Les communistes s'activent donc dans les provinces et ne sont finalement repoussés que par une attaque massive du Guomintang. C'est la Longue Marche qui force l'armée de Mao à trouver refuge dans le nord du pays.

Moscou pendant ce temps exhorte le Guomintang de laisser tomber l'ennemi intérieur pour s'occuper de l'ennemi extérieur, le Japon. Pour

ce faire, il recommande une union avec les forces communistes. Ce qui, finalement, va profiter à ces derniers :

« Au cours de ce conflit, nationalistes et communistes, officiellement alliés contre l'envahisseur, ne cessèrent de rivaliser pour imposer leur influence. La guerre sino-japonaise fut le tournant décisif de la lutte intestine commencée en 1927. Alors que le régime de Chang Kai-shek s'affaiblissait dans les intrigues et la corruption et ne parvenait pas à obtenir une véritable mobilisation morale des masses, les communistes, qui avaient conservé leur implantation régionale et leur armée autonome, organisaient, malgré le manque de moyens matériels, de puissantes guérillas dans le nord et le nord-est de la Chine. Dans les zones libérées, soustraites à l'occupation japonaise, l'armée rouge vivait de plain-pied avec les paysans, que des distributions gratuites de terres gagnaient aisément au communisme. Le mouvement de Mao Tsé-toung, en identifiant nationalisme et révolution agraire, s'assurait désormais l'appui de larges couches populaires. » (Mourre, 1996 : 1121)

Cependant, le Guomindang, aidé par l'URSS, conserve une certaine autorité. Staline, encore une fois, force Mao à s'allier avec Chang. Entre 45 et 49, les deux factions, irréconciliables, s'affrontent. Les communistes sont bien implantés dans les campagnes et arrivent progressivement à s'emparer de Pékin, de Nankin et de Canton, pendant que le Guomindang se disloque de l'intérieur. En octobre 1949, la République populaire de Chine est proclamée, avec à sa tête Mao comme président et Zhou Enlai comme chef de gouvernement.

La victoire de Mao, son passage de la guérilla à l'État, peut s'expliquer par la donne nationaliste, moussée par l'invasion japonaise. C'est ce contexte qui a permis à Mao de s'allier en douce la population mécontente et agitée, dans les interstices d'un État faible. Mao s'appuie sur l'idée romantique d'une lutte des faibles contre un pouvoir corrompu avec l'idée de réinstaurer un ordre juste, vertueux et fraternel.

Bref, le Guomindang aurait très bien pu conserver le pouvoir, s'il avait agi avec plus d'habileté envers l'ennemi japonais et s'il n'avait pas

délaissé la mobilisation des campagnes au profit de la ville⁷. Ce qu'il faut retenir, c'est que les deux partis en lutte représentaient, aux yeux du peuple, une force nationaliste se battant et se débattant contre l'invasion étrangère, tant japonaise qu'occidentale. La force des communistes est d'avoir été d'abord beaucoup plus efficaces que leur adversaire contre les Japonais et, surtout, d'avoir lentement et inlassablement conquis le pays de l'intérieur en s'adjoignant la sympathie paysanne.

« [...] c'est sans conteste la résistance à la conquête japonaise qui a changé la situation des communistes chinois et qui, d'agitateurs sociaux voués à l'échec qu'ils étaient au milieu des années 1930, en a fait les chefs et les représentants du peuple tout entier. Auprès des masses (essentiellement rurales), leur appel à une libération et à une régénérescence nationale était d'autant plus convaincant qu'ils réclamaient aussi la libération sociale des pauvres » (Hobsbawm, 1994 : 600).

Voilà pourquoi je me permets de parler d'« accident de l'histoire ». Le communisme ne doit pas sa victoire sur le Guomindang à sa ligne de parti particulière. Pour rallier les masses, il fallait que soit exaltée une fibre nationaliste proposant une résistance face à l'envahisseur (tant occidental que japonais) et qu'une velléité unificatrice du pays soit fortement présente. L'élément nationaliste étant le point central de la politique des deux groupes, c'est leur efficacité et leur réaction aux événements qui a élu gagnant et perdant de cette étrange course au pouvoir.

Cela dit, maintenant, la question qui se pose concerne la nature même du pouvoir communiste en Chine. Peut-on parler d'un régime totalitaire ou faut-il se limiter à voir en lui une dictature autoritaire ? En fait, tout se joue autour de la question paysanne et de l'immense travail de collectivisation accompli par le PCC.

⁷ Il faut dire pour sa défense que la campagne chinoise intéressait fort peu les japonais qui pensaient, avec raison, que la véritable richesse de la Chine se trouvait dans les villes de la côte. Pour cette raison, il ne semblait pas important de défendre ces territoires non menacés. Le véritable enjeu de la défense comme du pouvoir, c'était la ville, ce que certains sinologues nomment la Chine bleue par opposition à la Chine brune, la campagne.

2.5. La question paysanne

La collectivisation des terres, en Chine, ne se fit pas sans mal. On tenta de la faire le plus rapidement possible parce qu'il fallait aussi en augmenter la productivité étant donné que l'industrialisation urbaine reposait énormément sur la vente de la rente sur la culture (environ 30 % du produit cultivé est remis à l'État). Mais une telle gestion demande énormément de cadres. « On trouve ici l'origine d'une bureaucratisation qui, pendant trois décennies, va caractériser la société rurale et les activités agricoles chinoises. » (Bergère, 2000 : 49) L'adhésion aux projets collectifs, aux coopératives agricoles se fit volontairement. Cependant, bon nombre de cadres furent tentés d'utiliser des méthodes autoritaires et violentes. Malgré tout, la violence demeura restreinte. Si la collectivisation débute lentement (il fallait laisser le temps aux cadres d'être formés), en 1956 Mao accélère la procédure. Des 15 % de paysans enrôlés dans les fermes collectives, on passe à 90 % de la population paysanne qui, par la force, se retrouve à travailler dans ce nouvel environnement. Le manque de cadres éduqués et formés oblige à engager des gens parfois illettrés, souvent non préparés à la tâche d'encadrement qu'ils ont à mener. Mais malgré tout cela, la collectivisation agricole se déroule sans guerre civile, sans guerre entre villes et campagne.

Ce qui ne veut pas dire que cette collectivisation se passa sans mal. Beaucoup de grogne se faisait sentir. En 1956, Mao lança la campagne des Cent fleurs (*Que cent fleurs s'épanouissent...*) afin de prendre le pouls du peuple. Pendant quelques années, les intellectuels, incités par Mao, se permirent de critiquer le régime. Cependant, cette critique devint si virulente que Mao dut réagir. Un grand nombre d'intellectuels furent ainsi arrêtés comme étant des rebelles au régime et exécutés ou envoyés en camps de travail.

Dans ces mêmes années fut planifié le Grand Bond en avant qui avait pour but de mener la Chine à rattraper la Grande-Bretagne et les autres pays capitalistes en matière de production. On peut en effet constater qu'une des constantes de l'« âme chinoise » est un désir d'autonomie et un orgueil national forçant à accepter bien des sacrifices pour montrer au monde la grandeur de la civilisation chinoise. Mao força donc la main au peuple, selon ce principe, et l'engagea à accroître sa productivité tout en menant une vie de plus en plus austère. Les fusions de coopératives forcées, l'augmentation de la production mirent à mal bon nombre de

Chinois. De plus, la campagne des petits hauts fourneaux, sensés aider la Chine à battre la production d'acier anglais, se révéla catastrophique. Le peuple accepta de construire ces fours et d'y faire fondre tout le métal qu'il possédait (ustensiles, outils, bijoux...). Mais le métal produit était inutilisable. Contre le sacrifice des outils et instruments utiles à la vie quotidienne, le peuple chinois n'eut en retour qu'une grande quantité de métal gâché et presque plus d'énergie pour faire les moissons. Outre cela, des conditions météorologiques peu conciliantes créèrent une des plus grandes famines de l'histoire de la Chine. Mourront dans les campagnes entre 15 et 30 millions de Chinois, catastrophe qui minera quelque peu la crédibilité de Mao, entre autres auprès de Moscou qui critique vertement les politiques chinoises. Devant l'échec de ce Grand Bond en avant, Mao s'est vu obligé de ralentir la cadence et de revoir à la baisse ses objectifs. Cet échec a de plus obligé Mao à céder sa place. Il abandonne la présidence au profit de Liu Shaoqi en 1959.

Ce nouveau gouvernement décida d'être plus prudent et de ne pas répéter les erreurs de Mao. Il s'engagea dans une tangente que Mao qualifia de révisionniste et qui envenima les relations entre les deux groupes à tel point que cela se traduisit par une lutte ouverte. Une équipe passe derrière Mao et filtre la politique :

« Discrètement, cependant, ceux qui prennent en charge les affaires [...] s'engagent dans la voie 'révisionniste' que Mao va bientôt combattre en rebelle non repent. Abandon *de facto* des communes au profit des équipes, contrats avec les foyers paysans, restauration des " stimulants matériels " (primes, salaires hiérarchisés) et de l'autorité des spécialistes dans les entreprises, rétablissement de l'administration économique et du plan, auquel sont adjoints certains mécanismes de marché : les premières réformes de l'après-Mao, tout comme ses premières dissensions, sont en germe dans ce 'réajustement' » (Chevrier, 1993 : 128-129).

Très important ici, on peut constater deux lignes de parti qui ne s'accordent pas. Dans ce contexte, « les cadres ne retrouvent pas leur enthousiasme. Après les ruptures du Bond, les signes contradictoires venus d'en haut achèvent de les démobiliser. Les réflexes localistes se généralisent, le factionnalisme à la base se détache des enjeux

idéologiques et des luttes pour le pouvoir au sommet : en germe dans les années 50, ces dérives prennent une allure irréversible qui conduira à la décentralisation actuelle, clé de voûte de l'après-Mao et de la décollectivisation. Aussi l'imitation des modèles idéologiques tient-elle d'un rituel souvent vide d'adhésion réelle. » (Chevrier, 1993 : 131-132)

Ce fut le début de la Révolution culturelle durant laquelle Mao, soutenu par l'armée et par la jeunesse, créa les Gardes rouges. Si, en 1966, la situation de Mao et de ses supporters s'améliora dans la hiérarchie du Parti, le principal adversaire, Liu Shaoqi, ne fut pas plus éliminé. Dès lors, la confrontation devenait inévitable : « pour renverser l'appareil 'révisionniste' du parti, Mao Tsé-toung n'hésita pas à déclencher une véritable insurrection de la jeunesse sous la forme du mouvement des gardes rouges, qui prit son départ officiel le 18 août 1966, lors d'une grande manifestation à Pékin » (Mourre, 1996 : 1124).

Ce fut ici un véritable déversement de la jeunesse, de protestation, une envolée vers la pureté révolutionnaire menée par un Mao divinisé. L'histoire de la Chine a toujours été ponctuée de ces rappels à la pureté, telle la Palestine des prophètes. En effet, on accusait couramment la machine bureaucratique de corrompre l'essence du pouvoir (essence par ailleurs jamais remise en cause). Mais dans cette « contre-révolution », Mao perdit rapidement le contrôle de ses gardes fanatisés qui en venaient à se diviser en factions et à se combattre entre eux. L'armée dut intervenir pour ramener de l'ordre dans ce débordement chaotique et violent. La Révolution culturelle prit fin en 1968, ramenant cependant Mao dans toute sa puissance à la tête de la Chine communiste.

Cela n'arrêta pas cependant les luttes de factions internes. Certains voulaient réduire le rôle de l'armée et s'ouvrir à nouveau à l'URSS avec qui la rupture avait été consommée (le sommet du conflit et la rupture publique en 1965). À la mort de Mao, le 9 septembre 1976, le gouvernement communiste tenta d'adoucir ses politiques en même temps qu'il ouvrit peu à peu le pays au monde. La période délirante de la Chine est morte avec son chef. Délirante, certes, mais totalitaire ?

3. Totalitaire, la Chine communiste ?

La Révolution culturelle lancée par Mao peut être perçue comme une dérapage totalitaire dans la mesure où, pour imposer un effort aussi intense aux masses paysannes, il fallait non seulement que le régime autoritaire sache se faire obéir, mais il fallait également que le pouvoir de ce régime soit bien établi, bien implanté. Le Grand Bond décidé et orchestré par Mao fut un échec. Il créa de la dissension au sein même du régime communiste. La majorité des Chinois n'avait pas accès à la véritable information. Autrement dit, à travers toute la désinformation et l'embrouillamini, le peuple ne pouvait savoir que la politique de Mao était en cause. C'était le régime au complet qui menait le pays à la ruine. Ainsi, lorsque Mao lança la contre-révolution, il fut perçu comme un sauveur de la révolution communiste alors que, paradoxalement, c'est lui qui l'avait fait couler (Bianco, 1994 : 24-25). Mao a su, en détournant la grogne de toute une génération dont la situation trouble et chaotique avait été causée par le PCC lui-même, exalter l'idéal communiste et ainsi justifier les horreurs commises au nom de cet idéal. Je dirais, à l'instar de Jacques Mascotto parlant de la Russie soviétique, que ce dérapage totalitaire, cette phase de terreur, ne fut qu'un épisode de l'histoire de la Chine communiste mais qu'il ne réussit en aucun cas à englober tout le système dans cette logique totalitaire.

Mais il faudrait se demander aussi si le régime autoritaire n'est pas tout simplement une « habitude » au sens où, sans aspiration réellement démocratique et avec la foi en un régime tenant son mandat du ciel, rien ne paraît choquer de l'autoritarisme d'un régime, tant que celui-ci ne commet pas d'abus et d'injustices (qui seront de toute façon critiquées par les intellectuels). La Chine n'a pas réellement connu de régime libéral avant l'arrivée du parti nationaliste et encore... Elle a toujours vécu dans un univers de tensions politiques et de petites guérillas locales. Le besoin d'un régime autoritaire en Chine est né de l'obligation de modernisation ou, plus précisément, de l'utopie communiste de faire advenir rapidement cette modernisation et donc de forcer des millions de Chinois à orchestrer leurs efforts pour y arriver.

Si nous regardons le cas de la Chine, la dimension totalitaire, quoi qu'il ne soit pas encore prouvé que nous puissions qualifier ainsi le régime chinois, n'apparaît que lorsque Mao, se détachant du Parti-État et

menant contre lui une guerre interne, soulève les masses de jeunes et mène le pays à la guerre civile. Avant cela, certes, son régime est autoritaire, mais je ne suis pas certaine que l'on puisse aller jusqu'à le qualifier de totalitaire. Marie-Claire Bergère, sinologue émérite, reconnaît, quant à elle, l'aspect totalitaire d'une certaine phase du régime communiste de Mao qui, par la suite, s'atténuera sous la férule de Deng Xiaoping :

« Ce qui est (pour l'instant) acquis, c'est la transformation du régime totalitaire en régime autoritaire. Depuis la répression antidroitière de 1957, le caractère totalitaire du régime se fondait sur l'omniprésence et la toute-puissance du Parti communiste (ou de la faction, ou du dictateur qui l'incarnait). Si le Parti demeure toujours, aux yeux de Deng Xiaoping, le " noyau dirigeant ", son autorité et sa compétence doivent cependant être limitées, elles ne doivent plus étouffer ni le jeu des institutions, ni le développement de la vie personnelle et des activités culturelles, ni l'essor des nouvelles forces économiques. »
(Bergère, 2000 : 171)

Le totalitarisme, ici, n'est le fait que d'un seul homme, Mao.

Lorsque Arendt pointe l'antisémitisme comme l'une des origines du totalitarisme nazi, elle n'en parle pas *comme tel*. L'antisémitisme ne mène pas en soi au totalitarisme. Il traduit simplement la cristallisation d'une peur : celle de l'ennemi, imaginaire ou non. Pour les Chinois, l'ennemi était double : d'un côté les impérialistes occidentaux qui amenaient avec eux toutes sortes de techniques et technologies qui auraient pu être intéressantes si ce n'est qu'elles venaient d'un ennemi dont on avait tout à craindre, et de l'autre la puissance menaçante du Japon qui, de manière contradictoire, pourrait être tempérée par l'utilisation de techniques occidentales. Le débat entre tradition et modernité a toutes les apparences d'une contradiction interne dans la société chinoise.

« [...] la majorité des Chinois [...] refusaient de reconnaître la supériorité matérielle et technique de l'Occident et essayaient désespérément de préserver leurs usages traditionnels. La Chine ne pouvait plus cependant subsister dans l'isolement car son plus

proche voisin, le Japon, devenait une puissance moderne avide d'expansion et redoutable » (Mourre ,1996 : 1114).

Ce qui peut expliquer pourquoi l'exemple de la réussite communiste soviétique ait paru si attirant aux Chinois.

Selon Arendt, la cause principale de la dérapage totalitaire au XX^e siècle est à imputer à l'effondrement de la civilisation occidentale. Le nazisme aurait récupéré le déferlement de haine dirigé contre la classe bourgeoise. De même, nous pourrions dire que Mao a canalisé, quant à lui, d'abord les prétentions anti-impériales, qui se formulèrent, entre autres, en termes nationalistes, mais aussi la violence causée par un passage forcé à la modernité qu'il a d'ailleurs lui-même provoqué. Je m'explique : la modernisation de la Chine passait pour être essentielle. Mais il était impossible qu'elle se fasse sans mal. Mao, porté par l'utopie communiste à saveur soviétique, a accéléré ce mouvement modernisateur, mettant à mal autant l'industrie proprement dite que les structures familiales à la campagne. Il a littéralement saigné à blanc le peuple, ce qui, à l'aube de la Révolution culturelle, avait laissé les masses miséreuses, exsangues. Les villes débordaient de gens venus de la campagne où l'on crevait de faim. Les étudiants, surtout, cette nouvelle génération qui n'avait jamais connu l'avant-communisme, furent sensibles à cela. Pour eux les luttes de pouvoir n'étaient que des données d'histoire. Ils se trouvaient éminemment désœuvrés et désemparés, les industries n'étaient pas assez nombreuses ni assez bien organisées pour leur offrir des perspectives d'avenir. Le Parti communiste était affaibli par des luttes internes. Toute cette force juvénile était potentiellement dangereuse. C'est elle que Mao a mobilisée dans sa campagne de Révolution culturelle, elle qui a suivi, de son plein gré, ce chef presque divinisé qui promettait un avenir meilleur. Mao a tenté de redonner un souffle à la révolution, détournant ainsi la tension provoquée par les errements de la première révolution.

Autrement dit, la Révolution culturelle s'est instaurée sur une contradiction inhérente au régime communiste. Mao a transformé les excès de celle-ci en abus du pouvoir et a retourné la hargne populaire contre les éléments du Parti dont il voulait se débarrasser, les éléments par trop pragmatiques et réformateurs. Lui, poursuivait son utopie. C'est au moment où le mouvement communiste se détracte que la terreur est à

son comble. Comme si cette terreur était le fruit des immenses contradictions qui émanaient des pratiques mêmes du Parti. Les parallèles sont troublants entre le cas de la Russie soviétique et celui de la Chine communiste. Après la Grande Terreur, dans les deux cas, les dictateurs Staline et Mao sont « défaits politiquement » (Mascotto, dans Dagenais, 2003) et alors s'instaure une ère de réforme au sein du Parti qui a beau jeu, une fois la tension évacuée.

Selon Mascotto, les contradictions du système soviétique et la terreur qui en a découlé trouvent leur source dans le fait que rien, dans le pays, n'était préparé pour construire le grand bond vers l'avant dont avait besoin cette société pour la grande part paysanne, grand bond qui devait, pour être rendu possible, éliminer une grande partie de cette masse paysanne. Ainsi, tout effort de modernisation était vu comme contraignant, comme brisant une structure solide pour la remplacer par une autre dont le sens échappait certainement à bien des petites gens. Je crois que l'on peut, encore une fois, dire la même chose de la Chine.

Une des caractéristiques arendtiennes du mouvement totalitaire est la fusion entre la volonté du chef et la volonté du mouvement. Pendant la révolution culturelle Mao fut suivi, adulé comme un dieu par les masses fanatisées bien qu'au sein du Parti il fut relativement écarté du pouvoir ou, à tout le moins, en lutte contre plusieurs factions plus « pragmatiques ». Ainsi, il se détacha du Parti communiste et critiqua son enlèvement bureaucratique. Il représentait, aux yeux de ses fidèles, la pureté de la volonté communiste que les instances étatiques ont corrompu. Pendant cette période, un véritable culte (propagande aidant) lui est voué.

Une autre des caractéristiques du mouvement totalitaire, selon Arendt, est l'atomisation des masses. Cela ne colle pas à la réalité de la Chine où, pour des raisons tant fonctionnelles qu'idéologiques, bien que les anciens rapports entre les paysans et les propriétaires aient été brisés⁸, l'organisation de la paysannerie a été repensée dans un cadre collectif et communautaire. Cependant, on pourrait dire que Mao, en sapant les bases de la structure paternaliste de la famille, a en même temps détruit

⁸ C'est là l'une des premières actions de Mao bien avant sa prise de pouvoir que d'avoir chassé, voire même détruit, la classe possédante dans les campagnes pour redistribuer les terres aux paysans.

les principes mêmes de l'organisation paysanne. Les décisions qui revenaient au chef de famille sont maintenant prises par des cadres. Le père est dépouillé de son autorité. Il perd même le contrôle du mariage de ses filles ce qui, dans la société chinoise, est la marque d'un grand bouleversement social. Mais l'on ne peut pas dire vraiment que les Chinois furent atomisés, que leurs relations sociales furent brisées. Encore faut-il toujours, dans le cas chinois, analyser séparément (puisque leurs réalités sont effectivement assez différentes pour que l'on puisse le faire) les urbains et les campagnards. Pendant la Révolution culturelle, les intellectuels, les fils de bourgeois, furent envoyés à la campagne, en rééducation, coupés de leurs proches, contraints à exécuter des travaux pour lesquels ils n'avaient aucune formation. Du coup, leur savoir, leurs connaissances devinrent non seulement inutiles, mais nuisibles. C'est même à cause de ces connaissances qu'ils se retrouvèrent isolés, humiliés, maltraités par ces paysans qui ne voyaient en eux que le mal et que la très désagréable contrainte d'avoir à les nourrir. Les rééduqués en général n'étaient pas très habiles à exécuter les travaux paysans. Lorsque la famine frappera le pays, ils seront des milliers à mourir, abandonnés à leur sort par des paysans qui n'auront pas besoin de ces bras inutiles et de ces bouches voraces. En ce sens, ces individus sont complètement coupés de leur monde, isolés, détruits. Ils ne sont plus rien qu'un poids inutile que l'on fait travailler sans même y gagner un réel bénéfice. Ils sont une nuisance.

Je pense que l'on peut légitimement parler de « dérapage » totalitaire pour la période de dix ans de la Révolution culturelle. Dans son désir de bouleverser une administration qu'il croyait sclérosée, et reprenant à son compte le rôle que, traditionnellement, les lettrés tenaient, celui de critique du système pour le bien du système, Mao déclenche sa Révolution (1965) dans l'espoir de voir son idéal pur s'extirper de toute cette bureaucratie qui l'encreasse. Ce faisant, il perd de vue toute idée de transition douce pour le peuple chinois. Il accélère la production, fait déferler des masses de jeunes sur ses propres ennemis, intellectuels, réformateurs, contestataires, déplace une foule de fils et de filles de bourgeois à la campagne, les abandonnant carrément à leur sort, etc. Bref, Mao enclenche une logique qu'il aura par la suite bien du mal à arrêter. Cela dit, ce que Mao déclenche s'arrêtera avec sa mort. La machine ne s'est pas emballée jusqu'à devenir système totalement fermé sur lui-même et avalant ses contradictions.

Conclusion : le communisme comme raccourci historique

La Chine était, après la Seconde Guerre, un pays déstabilisé par la guerre, en lutte pour sa survie, se sentant menacé de toute part. Selon Hobsbawm, en Europe à tout le moins, les régimes autoritaires ont pu trouver leur place dans une société fragilisée certes, mais surtout sans parti d'opposition.

Ce qui est intéressant ici, c'est de voir le communisme chinois comme un accélérateur du processus de modernisation. Autrement dit, la révolution communiste, comme la révolution russe, a été prise avec le problème paysan, avec le problème de surpopulation. Pour moderniser le pays, il fallait tenter de réduire le nombre de paysans et en même temps augmenter la production agricole. Cela me fait dire : peu importe le régime qui eut été en place, il fallait absolument passer par une période de modernisation. L'erreur du communisme a été de vouloir raccourcir le temps de l'histoire. Et Dieu sait que l'idéologie communiste n'est que cela : faire advenir par des moyens accélérés un processus qui est déjà contenu en germe dans l'histoire évolutive normale. C'est à cause de cette accélération que l'autoritarisme a été nécessaire. Personne, volontairement, n'aurait accepté de faire autant de sacrifices. Il fallut forcer la main à tout un peuple et l'on prit tous les moyens pour lui prouver que c'était la seule solution. Donc, propagande et violence étaient nécessaires aux communistes pour accélérer la marche de l'histoire. Peut-on pour autant parler de totalitarisme ? Malgré toutes les tentatives, jamais la société civile ne fut entièrement contrôlée. Jamais la logique du mouvement ne fut totalement présente dans les moindres faits et gestes des Chinois. Il y eut beaucoup de résistance, d'autant plus qu'au sein d'un pays aussi peuplé, il est très difficile de surveiller toute cette masse paysanne. Le PCC a tenté plusieurs fois d'élargir l'étendue des fermes collectives afin de simplifier sa gestion et sa surveillance. Mais là encore, le dilemme était entre contrôle et viabilité. Si cette solution était bonne politiquement, elle échouait dans la réalité puisque les paysans eux-mêmes étaient incapables d'y fonctionner.

La Chine actuelle éclaire un point important : la question de l'autoritarisme du régime. Il faut se rendre compte que ce pays n'a jamais connu autre chose que des régimes autoritaires (peut-être pas moins

autoritaires que la gouvernance communiste) et que, de toute façon, pour se moderniser, il fallait impérativement passer par une période de sacrifices que seul un pouvoir incontesté et autoritaire pouvait mener à bien. La majorité des Chinois est encore très pauvre. Les transformations qui affectent les villes et qui créent de nouvelles richesses, aussi impressionnantes soient-elles d'un point de vue extérieur, camouflent en fait une masse de gens qui crèvent de faim, qui n'arrivent plus à vivre. Une classe moyenne commence à émerger, mais surtout en ville. Or, la majorité des Chinois vivent encore dans les campagnes. Le capitalisme ne rime pas nécessairement avec démocratie. Dans le cas de la Chine, la démocratie est difficilement envisageable car la réussite capitaliste est directement liée à la planification de l'économie. « Pour lutter contre la surchauffe, les dirigeants ne peuvent encore se passer de recourir à des mesures autoritaires. » (Bianco, 1994 : 46) Les assauts du capitalisme, dans ce pays communiste, sont parfois bien plus sauvages qu'ailleurs dans le monde et ne sont pas loin de ressembler à ce qu'ils furent dans l'Angleterre industrielle. Allez savoir, peut-être sont-ce les prolétaires qui, en s'unissant, réussiront à changer le régime communiste et à le remplacer par une démocratie !

Marie Wright-Laflamme
Candidate au doctorat en sociologie
Université Laval

* * *

Bibliographie

- ARENDR, Hannah (2002), *Les Origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*, Quarto Gallimard, Paris.
- BERGÈRE, Marie-Claire (2000), *La Chine, de 1949 à nos jours*, Armand Colin, Paris.
- BIANCO, Lucien (1994), *La Chine*, Éditions Flammarion, Collection Domino, Paris.

- CHEVRIER, Yves (1993), *Mao et la Révolution chinoise*, Casterman / Giunti, Paris.
- DAGENAIS, Daniel (dir.) (2003), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- FREITAG, Michel (2003), « De la Terreur au Meilleur des mondes. Genèse et structure des totalitarismes archaïques », dans : Daniel DAGENAIS, (dir.) (2003), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- HOBBSAWM, Eric J. (1994), *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Éditions Complexe, Bruxelles.
- MASCOTTO, Jacques (2003), « *Kto Kogo ?* Spectre des classes contre petite-bourgeoisie hystérique : une théorie du stalinisme », dans : DAGENAIS, Daniel (dir.) (2003), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- MOURRE, Michel (1996), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, [volume a-c], Bordas, Paris.